



## LE FONDS DE SOLIDARITE PHILIPPINES

Rapport de mission / projets à l'étude

---



Après le passage du typhon Haiyan aux Philippines en novembre 2013, et à la demande de ses adhérents, Cités-Unies France a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité pour soutenir les collectivités locales des Philippines dans la phase de reconstruction des territoires affectés. Cette initiative a suscité une participation importante : 49 collectivités françaises ont abondé le fonds de solidarité et ont permis de récolter 280 000 euros.

## Contacts :

### **Simoné GIOVETTI**

Chargé de mission Moyen-Orient/Arménie et Caucase/ Europe du sud-est  
Responsable groupe Crises et Réhabilitation

Tel. 01 53 41 81 87

Fax. 01 53 41 81 41

Email. : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

### **Lucie ALLEX-BILLAUD**

Stagiaire pôle Méditerranée – groupe thématique crises et réhabilitation

Tel : 01 53 41 81 85

Email : [polemediterranee@cites-unies-France.org](mailto:polemediterranee@cites-unies-France.org)

Dossier rédigé par **Simoné Giovetti et Lucie Alex-Billaud**  
Crédits photos : Simoné Giovetti

[www.cites-unies-France.org](http://www.cites-unies-France.org)

## Table des matières

CONTACTS :.....	2
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION : CONTEXTE ET ETAT DES LIEUX.....</b>	<b>4</b>
<b>PLAN DE REPONSE DU GOUVERNEMENT PHILIPPIN. : « RECONSTRUCTION ASSISTANCE ON YOLANDA REPORT » .....</b>	<b>7</b>
<b>LES ACTIONS ENVISAGEES PAR CITES-UNIS FRANCE ET CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS.....</b>	<b>10</b>
LA MISSION EXPLORATOIRE .....	10
MISSION DE CADRAGE.....	12
<i>Termes de références pour la mission de cadrage aux Philippines.....</i>	<i>12</i>
<i>Programme de la mission de cadrage .....</i>	<i>13</i>
RAPPORT DE LA MISSION DE CADRAGE .....	16
DU 5 AU 13 MAI 2014	
<i>Contexte général .....</i>	<i>18</i>
<i>Les besoins .....</i>	<i>20</i>
<i>Où orienter l'action ?.....</i>	<i>22</i>
<i>Piste de travail et typologie des projets .....</i>	<i>24</i>
<i>La proposition de CUF (à valider par le comité des donateurs): .....</i>	<i>25</i>
<i>La proposition de la ville de Bogo : « Adopt a Barangay » .....</i>	<i>26</i>
<i>L'initiative ALERT.....</i>	<i>30</i>
<i>Partenaires potentiels.....</i>	<i>31</i>
<i>Difficultés.....</i>	<i>32</i>
<i>Répartition provisoire du budget .....</i>	<i>32</i>
<i>Synthèse des rendez-vous.....</i>	<i>32</i>
<i>Liste des personnes rencontrées.....</i>	<i>41</i>
<b>L'ORGANISATION TERRITORIALE DES PHILIPPINES.....</b>	<b>42</b>
TYPE DE GOUVERNEMENTS LOCAUX .....	42
ATTRIBUTION DES REVENUS INTERNES DES UNITES GOUVERNEMENTALES LOCALES.....	42
<b>ANNEXES .....</b>	<b>43</b>
1. CARTE : LES ZONES SEVEREMENT AFFECTEES PAR LE TYPHON.....	43
2. DOSSIER DE PRESSE .....	44
3. PRESENTATION DE L'ACTION DE LA PLATEFORME « FRANCE-PALESTINE UNITED ACTION » .....	46
4.CONTRIBUTION DES DONATEURS.....	50

## Introduction : contexte et état des lieux

Le 8 novembre 2013, le **typhon Haiyan** (appelé Yolanda aux Philippines) a frappé les Philippines avec une force sans précédent (vents d'une vitesse soutenue de 310 km/h, avec certaines rafales allant jusqu'à 375 km/h).

### **Le passage du typhon a mené à une crise humanitaire et sociale**

Le typhon a traversé l'archipel, balayant la plus grande partie des îles qui forment les Visayas (l'une des trois principales divisions géographiques des Philippines). 80 à 95% d'une dizaine d'agglomérations ont été détruites, certains villages côtiers ont disparu de la carte, la végétation littorale protectrice (les mangroves) a été détruite.

Le choc a été brutal pour les populations. Selon les estimations du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), il y aurait plus de 6200 morts, environ 1800 personnes disparues et 4 millions de personnes déplacées environ, qui ont fui les zones dévastées.

Au total, plus de quatorze millions de personnes sont affectées par les conséquences du Typhon, étant donné le vaste territoire touché, selon les Nations Unies. Or, les premiers secours officiels n'ont commencé à arriver qu'une semaine après le passage du Typhon, et dans certaines zones, trois semaines plus tard, les populations n'avaient toujours pas reçu d'aide humanitaire.

Les régions touchées font partie des plus pauvres du pays, ce qui aggrave encore les conséquences : les populations ont perdu tout moyen de subsistance, sont au chômage, se sentent abandonnées et se réfugient, pour certaines, dans les grandes villes, remplissant alors les bidonvilles urbains.

### **L'aide d'urgence et la reconstruction pour les Philippines**

Toutes les grandes ONG et agences internationales travaillant dans le domaine humanitaire se sont tournées vers les philippines. Le gouvernement philippin a estimé à 8,17 milliards de dollars la reconstruction de l'archipel, sur quatre ans.

Si les choix en matière de reconstruction sont aujourd'hui cruciaux, les besoins humanitaires restent encore très importants, surtout dans les zones rurales et isolées telles que les îles de Leyte, Samar et Panay ou dans les villages reculés de l'île, et, l'arrivée de la saison des pluies en janvier a encore aggravé la situation. La phase du secours d'urgence aux populations est loin d'être terminée. On estime par exemple que la construction d'abris provisoires servent aujourd'hui à loger 33 000 personnes, or, il y aurait plus de 4 millions de familles sans logements. De plus, un des secteurs primordiaux pour l'économie de l'archipel, la pêche, a été touché de plein fouet, et les pêcheurs pressent le gouvernement de leur fournir du matériel afin qu'ils puissent reprendre leur activité.

La phase de reconstruction de l'île a débuté et la priorité a été donnée au nettoyage des lieux publics (rues, écoles, hôpitaux etc.). Le gouvernement et les autorités locales doivent maintenant réfléchir à un plan de reconstruction sur le long terme afin que la vie de l'île puisse reprendre son cours progressivement.

## **Carte d'identité des Philippines :**

Nom officiel : République des Philippines

Nature du régime : République, institutions inspirées du modèle américain de séparation des pouvoirs

Chef de l'Etat : Benigno Simeon "Noynoy" Aquino III, Président de la République

### **Données géographiques**

Superficie : 300 000 km<sup>2</sup>

Capitale : Manille

Villes principales : L'agglomération de « Metro Manila » (11,9 millions d'habitants) regroupe 17 villes, dont Manille (1,7M), Caloocan (1,5M) et Makati, la plus grande étant Quezon City (2,8M), Davao, Cebu.

Langues officielles : philippin (tagalog), anglais.

Langues vernaculaires : cebuano, tagalog, ilocano.

Monnaie : peso philippin (taux de change au 21 mai 2013 : 1 euro = 53.15 pesos)

Fête nationale : 12 juin

### **Données démographiques**

Population : 96.5 millions d'habitants

Densité : 316 habitants/km<sup>2</sup>

Répartition : Luçon 46M, Visayas 11,2M, Mindanao 21.6M

Croissance démographique : 1.7 %

Espérance de vie (2011) : 69 ans

Taux d'alphabétisation : 95.4 %

Religions : catholiques (84%), musulmans (7%), protestants évangéliques (4%), bouddhistes (1.5%), nombreuses églises chrétiennes : Iglesia ni Christo, El Shaddai, Aglipayan

Indice de développement humain 2012 : 0.654 (développement humain moyen, 114e rang mondial)

### **Données économiques**

PIB (2012) : 250 Milliards USD

PIB par habitant (2012) : 2500 USD

PIB par habitant (en PPA) : 4119 USD

Taux de croissance du PIB (2012) : 6.6 % (4 % en 2011)

Taux de chômage (au sens du BIT, janvier 2013) : 7.1 %

Taux d'inflation (moyenne 2012) : 3.1 %

Solde budgétaire (2012) : - 1.9 %

Balance commerciale (2011) : - 15.4 Milliards USD

Principaux clients (2012) : Japon (19%), Etats-Unis (14.2%), Chine (11.85%), Hongkong (9.2%), Singapour (9.4%)

Principaux fournisseurs (2012) : Etats-Unis (11.5 %), Chine (10.8 %), Japon (10.4 %), Taiwan (7.8 %) Corée (7.3 %), Singapour (7.1 %)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB :

agriculture : 12.8 % (6)

industrie : 31.5 %

services : 55.7 %

*Source : France-diplomatie : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/philippines/presentation-des-philippines/>*

# Carte générale des Philippines

PHILIPPINES



## Plan de réponse du gouvernement Philippin. : « Reconstruction Assistance on Yolanda report »

Le gouvernement philippin a publié, le 16 décembre 2013, un rapport sous la forme d'un plan de réponse pour l'assistance à la reconstruction après le passage du typhon, intitulé « RAY report » dont voici les principales idées à retenir :

Le rapport RAY fait état des dommages subis par l'archipel après le passage du Typhon Haiyan et établit un plan stratégique de réponse pour guider la reconstruction et le redressement économique des zones affectés par cette catastrophe.

### Remarques générales :

- 9 des 17 régions administratives des Philippines ont été touchées par le typhon. Au total, 12,2 millions de personnes (2,6 millions de familles) ont été affectées.
- L'état d'urgence a été proclamé le 11 novembre. Le gouvernement philippin et les gouvernements du monde entier ont apporté leur soutien immédiat pour l'aide d'urgence. De nombreuses ONG et organisations locales de citoyens philippins sont impliquées dans l'assistance humanitaire et dans la reconstruction à long terme.
- Les régions affectées sont parmi les plus pauvres et vulnérables du pays (dépendance aux revenus de l'agriculture ; malnutrition ; taux de décrochage scolaire parmi les plus hauts etc.)
- Au total, les dommages et pertes liées au Typhon ont été estimés à près de 13 milliard de dollars (destructions des infrastructures matérielles etc., ainsi que les pertes économiques liées à la réduction de la production, des ventes et des revenus). Il a également été estimé que les Philippines ont besoin de **8,2 milliards de dollars pour la reconstruction et le redressement économique de l'archipel.**
- Les secteurs touchés par le Typhon sont les suivants :
  - o Les routes, les ponts, les systèmes de lutte contre les inondations et les bâtiments gouvernementaux
  - o Les infrastructures liées aux transports (ports et aéroports)
  - o Le secteur de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement.
  - o Le secteur agricole, du bétail, de la pêche, et de la sécurité alimentaire
  - o Le secteur du commerce, de l'industrie et des services
  - o Le secteur de l'éducation, de la santé et de l'alimentation
  - o Le secteur du logement et des refuges
  - o Plus généralement, les domaines sociaux et environnementaux
- Le typhon a des conséquences très importantes à différents niveaux :
  - o au niveau macroéconomique (baisse de près d'un pour cent du PIB ; réduction de la croissance économique) ;
  - o au niveau fiscal (le gouvernement doit apporter plus de fonds pour les efforts de reconstruction et le déficit fiscal va être impacté dans les prochaines années) ;
  - o au niveau de la pauvreté du pays (1,9% d'augmentation du taux de pauvreté estimé suite au passage du typhon, surtout dans les visayas, zone la plus touchée) ;
  - o au niveau de l'emploi et du chômage (arrêt des activités de production, pertes d'emplois et de revenus ; près de 6 millions de travailleurs ont été directement impactés par le typhon dont 2,3 million de femmes et 1,2 million de jeunes, et parmi eux, plus de la moitié sont issus du secteur agricole).

### En ce qui concerne les gouvernements locaux :

Les gouvernements locaux dans les différentes zones affectées ont subi des destructions majeures de leurs infrastructures matérielles et certains services dont ils sont responsables ont dû être interrompus. Au total, **les dommages pour les gouvernements locaux sont estimés à 90,6 millions de dollars**. Une grande partie des infrastructures locales a été endommagée telles que des salles municipales et de villages, des gymnases, des immeubles, des marchés publics, des terminaux de transports, des casernes de pompiers etc. Les villes côtières touchées par les ondes de la tempête ont connu des destructions massives qui rendent le redressement et la reconstruction particulièrement complexes.

De plus, 6,8 millions de pertes économiques ont été estimées. Ces pertes comprennent la réduction des revenus liés aux impôts, taxes et aux autres revenus locaux mais aussi les coûts de fonctionnements et de restauration additionnels : la collecte de recettes propres est réduite à cause du typhon ; Apparition de coûts importants de restauration des bureaux locaux dont l'activité a cessé à cause du typhon ; des coûts opérationnels plus élevés pour les bureaux locaux dans la période post-tempête.

Enfin, de nombreux gouvernements locaux ont vu leurs registres publics détruits ou endommagés lors du passage du typhon. Parmi ces registres publics, les titres de propriétés, les certificats de naissance ou tous les documents liés à la citoyenneté, les licences locales, auront besoin d'être ré-établi et remis en circulation. Pour cela, il faudra accorder des ressources particulières aux gouvernements locaux.

Etant donnée la réduction probable des revenus des gouvernements locaux qui risque d'affaiblir le processus de reconstruction, ils auront besoin de ressources additionnelles telles que des prêts, et subventions pour soutenir le redressement prioritaire et les investissements pour la reconstruction. Cela sera très important pour que les gouvernements locaux puissent au moins revenir à leur niveau de distribution de service d'avant le passage du typhon. En ce qui concerne les villes dévastées par le typhon, le processus de reconstruction devrait prendre des années et implique des investissements très élevés.

### Le plan pour la reconstruction et le redressement économique :

- Il sera mis en œuvre à partir de principes basés sur des expériences précédentes (aux Philippines et ailleurs)
- Il aura besoin d'une forte coordination centrale et d'une mise en œuvre flexible au niveau local. Les principes fondamentaux de sa mise en œuvre et les principes de coordination entre les différents acteurs seront établis par le gouvernement mais la mise en œuvre concrète sur le terrain devra venir des gouvernements locaux (soutenu dans leurs capacités de développement) pour assurer une réponse adaptée aux conditions locales et une promotion de la participation des communautés.
- Le plan se focalisera en partie sur la promotion d'une reconstruction qui permette des conditions de vie durables pour les populations.
- Une forte attention sera également apportée à la participation effective des femmes dans les activités économiques et de reconstruction afin de répondre aux problèmes préexistants concernant l'inégalité des genres.
- Le plan de reconstruction devra être construit sur différents temps (réponse immédiate et plan pour une reconstruction durable à long terme) ; il devra être cumulatif pour que les différentes phases de soutien reposent sur la reprise précoce et sur les efforts de reconstruction à venir ; il devra enfin être flexible pour être sûr que la reprise et la reconstruction puissent répondre aux besoins complexes des zones affectés.
- La première phase de ce plan consistera à effectuer des réparations prioritaires, à réactiver les services sociaux, à réhabiliter l'approvisionnement en eau, les systèmes



d'assainissement, les transports, les infrastructures électriques, à restaurer les moyens de subsistance et l'emploi, et à remettre en service les différents gouvernements locaux et nationaux.

- Un planning plus détaillé pour les activités à court-terme de 2014 a été réalisé. Il concerne la reconstruction des infrastructures publiques qui intégreront des caractéristiques de résilience face aux catastrophes. Des activités qui impliquent la mise en œuvre de politiques et de choix budgétaires seront mises en place dès la première phase du plan : répondre aux défis liés au relogement adéquat et répondant aux nécessités de résilience pour les familles déplacées qui vivent dans des zones vulnérables ; aider à construire des nouveaux logements permanents répondant aux standards de résilience ; créer et renforcer un environnement capable d'aider à rétablir et à améliorer la viabilité de la subsistance urbaine et rurale ; continuer à apporter des opportunités d'emplois temporaires ; restaurer le secteur privé, et aider à recapitaliser les petites et moyennes entreprises.
- Un budget indicatif pour l'application du plan à court et moyen terme a été approuvé mais **il reste environ 5,3 milliards de dollars de financement à moyen terme à trouver.**
- La réalisation du plan devrait être terminée en deux ans mais aux vues des expériences précédentes il a été établi que la reconstruction de l'archipel pourrait durer jusqu'à 4 ans, particulièrement en ce qui concerne les défis du développement durable.
- Le plan est prévu pour être flexible, pour s'adapter et répondre aux défauts relevés lors de sa mise en œuvre
- Le secteur privé joue un rôle important dans la réponse à la crise et le gouvernement encourage son implication active dans la mise en œuvre du programme de reconstruction.
- Une attention particulière sera donnée à la réduction et à la gestion des risques des catastrophes. Les thèmes de résilience et celui du développement durable seront donc des fils conducteurs dans la mise en œuvre des programmes d'action.
- Une évaluation dédiée à la mise en place du plan d'action sera créée et fera des rapports sur les réalisations, l'allocation du budget, les dépenses liées aux projets, les prêts et leur utilisation, les délais de mise en œuvre des actions, les recommandations pour améliorer le plan etc.

#### Exemple de résultats attendus :

- Reconstruction de logements et relogement des personnes déplacées
- Reconstruction des infrastructures, installations et équipements
- Restauration des services d'éducation, de santé et du domaine social en général
- Relancer l'agriculture (les cultures, le bétail, et le pêche)
- Créer des opportunités d'emplois à court-terme
- Relancer et énergiser l'activité des entreprises

## Les actions envisagées par Cités-Unis France et Cités et Gouvernements Locaux Unis

A la suite du passage du typhon, les partenaires de CUF sur place, notamment la Ligue des villes des Philippines, ont fait état d'une situation désastreuse et d'un besoin de soutien important, notamment dans la phase de reconstruction des territoires dévastés.

CUF a donc décidé, à la demande de ses adhérents, d'ouvrir un fonds d'urgence destiné à apporter une aide dans la phase de réhabilitation des villes et des services publics détruits.

49 collectivités territoriales françaises ont abondé le fonds : Aiffres, Angers, Angoulême, Arc les Gray, Arcueil, Arnage, Besançon, Bonrepos-sur-Aussonnelle, Bordeaux, Brive, Caen, le Conseil Général de la Loire Atlantique, le Conseil Général de Meurthe et Moselle, Chasné-sur-Illet, Châtelleraut, Chinon, Epernay, Eragny-Sur-Oise, Eybens, Fos-sur-Mer, Fosses, Fougères, Gennevilliers, Grenoble, Grenoble Alpes Métropole, La Bresse, Lamballe, Lannion, Les Houches, Liffré, Luisant, Maxéville, Moitron-sur-Sarthe, Mulhouse, Nanterre, Orvault, Pays de Liffré, Perpignan, Poissy, Rilhac Rancon, Saint-Die, Saint-Etienne, Saint-Herblain, Saint-Nazaire, Suresnes, Toulouse, Vauréal, Vittel.

Au total, 282 986 euros ont été récoltés<sup>1</sup>.

Deux missions de terrain ont alors été organisées, en partenariat avec les membres du groupe « ressource » de CGLU, afin d'identifier les besoins prioritaires des collectivités des Philippines et de déterminer, avec elles, le type de projet à mettre en œuvre.

### La mission exploratoire

Richard Smith, de la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) s'est rendu aux Philippines du 16 au 21 février 2014 au nom du **groupe « ressource » de Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU), dont Cités Unies France fait partie. Il a rencontré différents acteurs aux Philippines tels que le directeur exécutif de la ligue des villes des philippines, un représentant du ministère de l'intérieur et des gouvernements locaux, des représentants de la banque asiatique de développement etc. afin de réfléchir à la réponse et au soutien à apporter aux gouvernements locaux sinistrés et afin d'échanger sur la situation de l'archipel, de réfléchir à la réponse et au soutien qui pourront être apporté aux gouvernements locaux sinistrés après le passage du Typhon Haiyan.

Plusieurs éléments intéressants sont ressortis de ces rencontres :

- En février 2014, les Philippines ne sont pas encore tout à fait sorties de la phase d'urgence (distribution d'aide et services d'urgence, balayages des rues dévastées etc.). Il faudra environ 3 à 6 mois pour entrer dans la phase de reconstruction/réhabilitation à proprement parler.
- L'assistance dans la reconstruction après le passage du Typhon est la priorité du gouvernement qui a par ailleurs fourni une première évaluation des dommages, de l'impact économique et du plan de redressement de l'archipel (*Cf synthèse du RAY report*).

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe 4 pour les détails de la participation des collectivités françaises

- Les besoins sont énormes : le rapport sur l'assistance dans la reconstruction après le typhon Yolanda (le rapport RAY) estime à 1,3 milliard de dollars le redressement de l'économie des philippines et 6,8 milliards la reconstruction (les travaux de réparation, rénovation et reconstruction).
- Le thème Building Back Better (BBB) et les principes du développement durable local devront être le fil directeur de la phase de reconstruction aux Philippines. De plus, le rapport RAY estime que les dommages pour les biens matériels (les immeubles, les marchés, les caserne de pompiers etc.) des gouvernements locaux s'élèvent à près de 100 millions de dollars.
- Des études sont menées dans certaines villes affectées afin d'évaluer, d'une part, leurs besoins et les coûts, et d'autre part, quels apports ces villes pourront fournir dans l'effort de reconstruction. Une fois ces évaluations terminées la ligue des municipalités des philippines rendra un rapport afin de fournir des recommandations pour les termes de références de la prochaine mission de cadrage.
- Les besoins prioritaires des territoires affectés qui ressortent déjà de cette première mission sont multiples :
  - 1) Reconstruction d'une grande partie des infrastructures : il faut pour cela attendre la sortie de la phase d'urgence (nettoyage des rues etc.).
  - 2) Réhabilitation des administrations locales : les registres civils, les registres de propriétés foncières etc. ont disparu. Il paraît donc urgent d'aider les gouvernements locaux à remettre à jour leurs services administratifs.
  - 3) Aide pour la réhabilitation du management local: il faudrait aider les territoires affectés à définir des plans pour rétablir le fonctionnement du territoire (l'apport de services etc.).
- Un des défis majeurs dans la reconstruction des Philippines sera la coordination entre les différents acteurs agissant aux Philippines (les agences gouvernementales, les donateurs internationaux, la société civile, et le secteur privé) qui sont extrêmement nombreux. Ces acteurs devront absolument tenir compte des priorités gouvernementales afin d'assurer la réussite du processus de reconstruction. Le gouvernement central entend jouer un rôle clé dans la reconstruction de l'archipel, notamment en ce qui concerne toutes les questions de coordination des acteurs.
- Le plan de reconstruction devra être mis en œuvre par les gouvernements locaux pour s'assurer de l'adaptation de la réponse aux conditions locales et pour promouvoir l'engagement des communautés dans le processus. Les gouvernements locaux auront donc un gros travail à fournir et auront besoin de soutien, notamment dans le développement et le renforcement de leurs capacités.
- Il sera enfin nécessaire de focaliser une partie du soutien apporté aux gouvernements locaux sur la problématique de la réduction des risques liés aux catastrophes ainsi que sur la préparation des gouvernements locaux afin qu'ils soient mieux équipés pour gérer les éventuelles prochaines catastrophes naturelles.

CUF et tous ses partenaires, membres du groupe ressource de CGLU, ont donc pu, grâce à ces premières analyses, débuté la préparation de la mission de cadrage technique de mai 2014, avec comme objectif de déterminer les projets à réaliser sur place pour soutenir les gouvernements locaux dans les efforts de reconstruction aux Philippines.

## Mission de cadrage

### Termes de références pour la mission de cadrage aux Philippines

#### 1. Contexte

En novembre 2013, le Typhon Haiyan a causé des destructions majeures dans une grande partie des Philippines. Les dommages sont énormes pour de nombreuses villes de la région (membres de la Ligue des Villes des Philippines). Une étude récente a révélé des besoins pour une planification de l'assistance à court, moyen et long termes.

Peu de temps après le désastre, les membres du groupe « ressource » de CGLU qui travaille sur la gestion des crises par les gouvernements locaux ont exprimé leur soutien et leur solidarité aux membres de la Ligue des villes des Philippines (LVP) et de la Ligue des Municipalités des Philippines (LMP). Depuis, des contacts ont été pris entre les représentants de FCM, CUF, et VNG international et la LVP. CUF et VNG international ont indiqué qu'ils disposent de ressources (limitées) disponibles pour soutenir les gouvernements locaux affectés.

Lors d'une conférence téléphonique avec le sous secrétaire Ed Soliman et Veronica Hitois de la LVP, le 3 avril dernier, il a été convenu que Simoné Giovetti (CUF), Jaap Breugem (VNG international) et probablement un représentant de FCM réaliseraient une mission de cadrage aux Philippines. L'objectif global de cette mission était d'envisager comment les associations de gouvernements locaux européennes et canadiennes qui le souhaitent peuvent être mobilisées pour soutenir aux mieux les gouvernements locaux des Philippines dans leurs efforts de reconstruction.

La mission s'est déroulée du 5 au 13 mai 2014.

#### 2. Les objectifs de la mission

- Comprendre les besoins prioritaires des gouvernements locaux dans les villes sélectionnées en terme de planification, d'infrastructure, de distribution de services, de capacité à générer des revenus, de développement économique local et de Réduction des risques des catastrophes ;
- Clarifier le rôle des gouvernements locaux dans les efforts de reconstruction (globale) et identifier les zones qui pourraient bénéficier d'une potentielle coopération dans le soutien aux activités locales, nationales et internationales en cours ;
- Comprendre ce qui a été fait par les gouvernements locaux et la LVP pour formuler une (des) réponse(s) ;
- Comprendre la division du travail (envisagée) dans cette (ces) réponse(s) (les relations entre les villes affectées, la LVP, les autres niveaux du gouvernement, le secteur privé etc.) ;
- Définir dans quelle(s) ville(s) nous pouvons apporter notre soutien ;
- Etablir un contact avec les acteurs clés dans les villes affectées pour que le suivi des actions soit facilité par la suite ;
- Voir si des ressources (financières) additionnelles peuvent être trouvées pour renforcer l'approche envisagée.

### 3. Les résultats attendus

- Un résumé de l'impact que le typhon a eu sur les gouvernements locaux dans les zones affectées qui permette de construire une justification solide pour travailler directement avec les gouvernements locaux ;
- Une évaluation des besoins prioritaires identifiés par les GLU (gouvernements locaux Unis) et en particulier les types spécifiques de soutien que VNG/CUF/FCM pourraient apporter et les zones dans lesquelles ils pourraient travailler ;
- Une estimation du niveau d'effort nécessaire pour répondre aux besoins identifiés ;
- Un aperçu de qui fait quoi et ou pour soutenir les gouvernements locaux ;
- Des indications sur les partenaires et institutions clés (au niveau local, régional, national et international) avec lesquels nous aurions besoins de travailler pour développer et mettre en œuvre un (des) projet(s), en incluant les sources potentielles de financement ;
- Des indications sur la possible division du travail (rôles et responsabilités) entre LVP/CUF/VNG/FCM dans la collaboration probable i.e. qui ferait quoi et ou ? Cela permettrait d'éviter la duplication et d'assurer une coordination optimale ;
- Des recommandations sur comment nous pourrions coordonner cet effort multi-pays ;
- Une recommandation quant à la réalisation ou non du projet.

Un rapport de mission a ensuite été rédigé afin de relater les différents temps de la mission et les principales conclusions des rencontres et visites effectuées. Ce rapport contient une première proposition pour la participation de Cités-Unies France aux efforts de reconstruction. Par ailleurs, il faudra penser plus précisément la possibilité de renforcer la collaboration entre CUF, VNG, et FCM avec les villes affectées des Philippines et d'autres parties.

#### Programme de la mission de cadrage

Date	Heure	Activités
5 mai Lundi	18h20	Arrivée à Manille Jaap et Simoné arrivent à 18h20 via le vol KLM KL 807
	20h20	Enregistrement à l'hôtel Hôtel Richmond Eastwood
	21h00	Diner de bienvenue
6 Mai Mardi	10h00	<b>Rencontre avec le sénateur Ping Lacson</b> Bureau de l'assistant présidentiel pour la réhabilitation et la reconstruction (OPPAR) Bureau 2303, 23e étage tour NAC 32 <sup>nd</sup> corner 9 <sup>th</sup> Streets Bonifacio Global City, Taguig
	11h00	<b>Rencontre avec des représentants de "France-Philippines United Action"</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordinatrice du projet : Charlotte D'Aboville</li> <li>• Directeur général de la chambre française du commerce et de l'industrie aux Philippines</li> <li>• <b>Adresse:</b> Unité 290, 88 Corporate Center Sedeno corner Valero Streets, Salcedo Village, Makati City</li> </ul>
	12h00	Déjeuner
	13h00 à 16h00	Temps libre permettant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une rencontre entre Jaap et l'ambassade des Pays-Bas et une rencontre entre Simoné et</li> </ul>

		<p>‘France-Philippines United Action’</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une rencontre avec ADB</li> </ul>
	18h00	<p><b>Rencontre avec des dirigeants de la Ligue des Villes des Philippines (Ligue of cities of the Philippines – LCP)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Président national, le maire Herbert M. Bautista -Madame Sahlee (MHMB n’a pas lu le courrier)</li> <li>• Secrétaire Général, le maire Del R. De Guzman -Monsieur Willy (7 ou 13 mai). L’appeler après la cérémonie du drapeau</li> </ul>
	20h00	<p>Nuit à Manille Hôtel Richmonde Eastwood</p>
7 mai mcredi	11h00	<p>Rencontre avec l’autorité pour le développement économique national (National Economic Development Authority - NEDA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-secrétaire Nerissa T. Esguerra Directeur IV Equipe de l’information sur le développement</li> </ul>
	12h00	Trajet jusqu’à l’aéroport
	13h00	Arrivé à NAIA Terminal 1
	14h35	Départ pour Tacloban via Philippine Airlines, vol PR 2987
	15h50	<p>Arrivée à Tacloban Récupérés par Madame Gina de la mairie d’Ormoc Téléphone # 0917-312-7583</p>
	18h00	<p>Nuit à l’Hôtel Villa d’Ormoc Confirmée Coût: 2300 php par chambre Personne à contacter: Jane Téléphone #: 053-561-9744</p>
8 Mai Jeudi	8h30	<p><b>Arrivée dans la ville d’Ormoc</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visite de courtoisie : Maire Edward C. Codilla</li> <li>• Rencontre avec différents acteurs</li> </ul>
	12h00	Départ pour la ville de Tacloban c/o Gouvernement local d’Ormoc
	14h00	<p><b>Arrivée dans la ville de Tacloban</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visite de courtoisie : Maire Alfred Romualdez</li> <li>• Rencontre avec différents acteurs</li> </ul>
	20h00	<p>Nuit dans la ville de Tacloban <i>Hôtel à confirmer avant le 7 mai 2014</i></p>
9 Mai Vendredi	7h10	Départ pour la ville de Cebu via Cebu Pacific vol No. 5J--2917
	8h00	Arrivée à l’aéroport international de Cebu-Mactan
	9h00	<p>Trajet jusqu’à Bogó City Récupérés par c/o gouvernement local de Bogó Personne à contacter: Mr. Carlo Logarta: 0917-725-1469</p>
	13h00	<p><b>Arrivée dans la ville de Bogó</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visite de courtoisie : Maire Celestino E. Martinez, Jr.</li> <li>• Rencontres avec divers acteurs</li> </ul>
	18h00	<p>Nuit à Bogó Pension Bogó North Home Adresse: Pelaez St., Bogó City 6010</p>

		Personne à contacter: Jenesa téléphone #0916-732-9084
10 Mai Samedi	8h00	Trajet jusqu'au port de Hagnaya à San Remigio
	8h20	Arrivée au port de Hagnaya
	8h20	Trajet jusqu'à l'île Bantayan Via un bateau à moteur
	10h20	Arrivée sur l'île
11 Mai Dimanche	9h00	Départ de l'hôtel
	9h20	Trajet jusqu'au port de l'île Bantayan Via un bateau à moteur
	9h30	Trajet jusqu'à l'aéroport international de Cebu
	13h30	Arrivée à l'aéroport
	14h25	Départ pour Iloilo via Cebu Pacific, vol 5J 164
	15h15	Arrivée à Iloilo
	16h15	Enregistrement à l'hôtel Hôtel del Rio Personne à contacter: Cret Réservation au nom de Veronica Hitois (3 chambres) Téléphone. 033-335-1171
12 mai Lundi	10h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visite de courtoisie: Maire Patrick Jed Mabilog</li> <li>• Rencontres avec différents acteurs</li> </ul>
	12h30	Trajet pour l'aéroport de Iloilo
	13h30	Arrivée à l'aéroport
	14h20	Départ pour Manille via Philippine Airlines, vol PR2934
	15h00	Arrivée à Manille et trajet jusqu'à l'hôtel Richmonde
	17h00	Enregistrement à l'hôtel Richmonde
13 Mai Mardi	9h00	<b>Rencontre avec le sous-secrétaire Austere A. Panadero</b> Département de l'intérieur et des gouvernements locaux 26 <sup>e</sup> étage, Centre DILG-NAPOLCOM EDSA corner Quezon Avenue, Quezon City
	13h00	Débriefing Salle de conférence de LCP Unité J & K, 9 <sup>e</sup> étage, Bâtiment Cyberone 11 Eastwood Avenue, Bagumbayan Quezon City
	15h00	Trajet jusqu'au terminal 1 du NAIA
	16h30	Arrivée à l'aéroport
	19h40	Départ pour Amsterdam

**Rapport de la mission de cadrage**  
**Du 5 au 13 mai 2014**





## Contexte général

Les Philippines sont désormais rentrées, après une relativement longue phase d'urgence et de première urgence, dans la phase de réhabilitation-reconstruction. Les besoins sont énormes pour la réparation des bâtiments publics ainsi que pour la reconstruction des maisons dans des nouveaux sites de la ville ce qui implique le relogement de certaines familles, notamment les communautés les plus fragiles, avec le moins de moyens.



Deux approches sont clairement visibles sur le terrain. D'un côté, une approche nationale, dirigée par le gouvernement et les différentes agences et départements chargés de mettre en œuvre un plan stratégique d'aide et de financement de la reconstruction en partenariat avec les collectivités touchées. De l'autre, une approche plus pragmatique et proactive de certaines villes qui ont déjà rédigé un plan d'action et démarré plusieurs activités afin de reconstruire et redynamiser leurs collectivités respectives. Dans le premier cas, le gouvernement semble procéder au ralenti et la machine bureaucratique philippine, extrêmement complexe et multiforme, n'offre pas un cadre adapté au type d'aide que nous souhaitons apporter. Dans le deuxième cas, les résultats sont déjà très visibles sur le terrain, les villes concernées ayant pu bénéficier d'une aide directe de certaines ONG et du secteur privé.

Certaines municipalités font preuve d'une véritable capacité managériale qui a permis à la fois de démarrer les travaux de reconstruction très rapidement mais aussi d'attirer des aides en provenance du secteur privé et des ONG internationales tout en coordonnant leur action de façon cohérente et efficace, évitant le doublon dans les projets et ciblant les secteurs d'interventions les plus urgents.

La loi et le gouvernement des Philippines autorisent et encouragent l'orientation de l'aide directement en direction des collectivités. Les différents bailleurs disposent ainsi d'une marge de manœuvre importante, et peuvent intervenir sur le terrain avec une grande autonomie, en décidant d'établir un vrai partenariat avec les mairies et leurs services techniques et en opérant avec plus d'autonomie.



## Les besoins



Les besoins exprimés par tous les acteurs rencontrés concernent :

- **La reconstruction** des maisons et des bâtiments détruits par le typhon. Une attention particulière est donnée à la **relocalisation** des personnes les plus fragiles dans des zones plus sûres afin de rendre les villes plus résilientes et de réduire l'exposition de ce public fragile aux risques naturels. Cela permettra également d'améliorer leurs conditions de vie qui étaient déjà précaires avant le passage du typhon. 80% de la population la plus fragile, disposant de très faibles moyens, se trouve dans les villages (*barangais*). Chaque village ou communauté est organisé avec un ou plusieurs représentant(s) et est en contact direct avec les villes. Les populations des barangais occupent souvent les zones à risque du territoire, le long de la mer, et sont donc les plus exposées aux risques de tsunami ou autres calamités.
- **La planification.** La reconstruction de la ville implique une réorganisation des services et une coordination importante. Pour ce faire, les collectivités ont besoin d'une structure managériale et administrative efficace. Les villes (collectivités de plus grande taille) sont souvent très bien préparées et disposent d'équipes techniques très qualifiées ce qui leur permet une gestion de la reconstruction professionnelle et cohérente. D'autres, notamment les municipalités (collectivités de taille plus petites) n'ont pas les capacités nécessaires et demandent un accompagnement dans la gestion de la crise. L'expertise des collectivités territoriales françaises pourrait alors être mise à leur disposition.
- **L'économie** des villes, du commerce, de la pêche et d'autres activités, ont également été profondément affectées. La relance et la redynamisation de l'économie locale demande un effort particulier de la part des municipalités.
- **La préparation** est un autre élément important et représente aujourd'hui un réel enjeu. Comment mieux se préparer pour faire face à la prochaine calamité naturelle ? Les Philippines sont situées dans une zone géographique à haut risque et sont régulièrement touchées par le passage de typhons et autres catastrophes naturelles. Il ne s'agit donc pas de savoir si le pays sera nouvellement affecté mais plutôt quand. La préparation n'est jamais suffisante. Cette dernière crise semble avoir mis en exergue la nécessité d'une meilleure coordination entre les villes du même secteur (par exemple dans le nord de Cebu) ainsi que le besoin d'un renforcement dans l'équipement d'urgence afin d'accroître l'efficacité de la mise en sécurité des personnes lors d'une

crise. Des besoins dans les domaines de la formation et de l'équipement tels qu'une radio pour améliorer la communication et organiser les secours, et des équipements pour le sauvetage (*une fiche technique avec l'identification des besoins nous sera adressé dans les prochaines semaines*) ont donc été exprimés. Les villes au nord de l'île de Cebu ont également mentionné le besoin d'accroître la coordination régionale pour mettre en commun les efforts et les moyens afin d'être plus réactives et efficaces dans la délivrance de l'aide. Un groupe de 4 municipalités a donc décidé de mieux se structurer et de se former. Cette approche semble parfaitement en ligne avec la nécessité de construire un territoire plus résilient.



## Où orienter l'action ?

Le passage du typhon a causé partout d'énormes dégâts matériels. Trois zones en particuliers ont été fortement touchées : les îles de Leyte, Tacloban-Ormoc et Cebu. La concentration plus importante des victimes a été enregistrée dans les zones où le typhon a généré des tsunamis détruisant des villages entiers qui étaient localisés très près de la mer (notamment à Tacloban).



L'effort le plus important de la communauté internationale (agences des Nations Unies, ONG, secteur privé) s'est concentré dans la Région de Tacloban et d'Ormoc tandis que le gouvernement philippin a plutôt orienté ses efforts dans la Région de Leyte. Les collectivités du nord de Cebu ont reçu moins d'aide directe et leurs besoins semblent correspondre parfaitement au niveau d'aide que nous pouvons apporter. Le niveau de décentralisation aux Philippines est très important et le niveau de la réponse dépend beaucoup des qualités et capacités du maire, de ses équipes ainsi que des ressources à leur disposition.

Nous souhaitons concentrer notre aide au plus près des municipalités. La ville de Bogu semble un exemple intéressant de bonne gestion municipale, de qualité managériale et d'une organisation adaptée au niveau d'aide que nous pouvons apporter. De plus, la plupart de l'aide privée française se concentre dans cette région (municipalité de Dan Baatayan) notamment avec la création de l'initiative « *French-Philippines united action* ». Nous envisageons alors de mettre en commun nos efforts avec cette association afin d'avoir un impact sur le terrain plus important.

### Les villes les plus affectées par le Typhon Haiyan



Carte réalisée par le gouvernement Philippin

## Piste de travail et typologie des projets

Dans le cadre de la réflexion de Cités Unies France concernant le rôle des collectivités territoriales dans les situations de crises et post-crisis, deux constats ont été mis en évidence. D'abord, l'expression de la solidarité internationale avec les autorités locales et leurs populations en grande détresse est devenue une dimension à part entière de l'action internationale des collectivités territoriales françaises. Les collectivités au fil des ans sont devenues l'un des premiers bailleurs humanitaires en direction des grandes structures spécialisées telles que la Croix Rouge, la Fondation de France, les ONG d'urgence, le Secours Catholique ou le Secours populaire. La loi Thiollière de 2007 sécurise juridiquement le versement des fonds pour l'urgence par les collectivités territoriales. Ensuite, les efforts de reconstruction sont indissociables des efforts de développement. Mieux encore, la manière de reconstruire, les méthodes de travail, les choix effectués, sont autant d'éléments essentiels du développement du pays. La résilience est donc indissociable de la capacité de se développer et les collectivités locales ont une place clé dans ce dispositif.

Partant de ces constats, Cités Unies France défend un nouveau paradigme pour la gestion des crises qui valorise et encourage l'action des gouvernements locaux des pays affectés à chaque étape du cycle de la crise – prévention, urgence, reconstruction. En effet les autorités locales sont en première ligne lorsqu'une crise survient puisque c'est à elles que revient la responsabilité de fournir les services de première nécessité à leurs populations. Leur connaissance du territoire et des populations, ainsi que leur proximité, leur donnent la légitimité nécessaire à la mise en place d'une gestion plus efficace de la crise. C'est pourquoi CUF souhaite soutenir, dans la mesure du possible et selon les capacités de gestion de chaque municipalité, les projets mis en œuvre par les gouvernements affectés, l'objectif étant de leur permettre de gérer au mieux la crise et ses conséquences.

C'est pourquoi, à la suite du typhon et à la demande de ses adhérents, CUF a ouvert un fonds de solidarité pour les Philippines qui a permis de récolter plus de 280 000 euros qui seront utilisés, avec les gouvernements locaux des Philippines partenaires, pour des projets de reconstruction des territoires affectés par le passage du typhon.





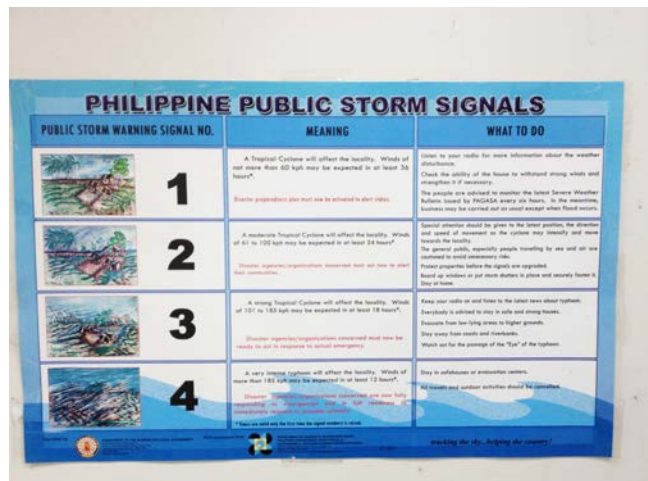
**La proposition de CUF (à valider par le comité des donateurs):**

Cités Unies France propose la mise en place de deux types de projets :

- La construction d'un « village français ». Ce projet consiste à reconstruire une centaine (entre 60 et 80) de maisons à destination des familles les plus fragiles (barangais) et les plus exposées à de nouvelles catastrophes. Notre effort pourrait permettre la reconstruction d'un village entier dans le but de reloger une communauté de villageois. Ce projet pourrait se faire en partenariat avec la ville de Bogu et le soutien logistique de la « plateforme Franco-Philippine » (*French-Philippines united action*). La description de la typologie des unités d'habitation fera l'objet d'une évaluation technique notamment grâce à l'expertise de la Plateforme.



- Résilience et préparation. Soutenir un groupe de 4 collectivités du nord de l'île de Cebu (Dan Baatayan, Bogu, Saint Remigio, Saintefé) dans leur effort de mise en commun des moyens matériels (équipement) et techniques pour les opérations de secours ainsi que dans la formation. Pour la mise en place de ce projet, l'expertise française en matière de secourisme, prévention et réaction à une crise sera recherchée auprès des collectivités volontaires et mise à disposition des partenaires aux Philippines. Une évaluation en terme d'équipement sera fournie à Cités Unies France par les partenaires locaux et une partie du budget à disposition pourrait être utilisé pour mieux équiper les 4 municipalités.



## La proposition de la ville de Bogo : « Adopt a Barangay »<sup>2</sup>

La ville de Bogo est en état d'alerte après le passage du Typhon Yolanda qui a dévasté les maisons résidentielles, les écoles, les centres de santé, les bâtiments et lieux de vie publics. Les communautés qui vivent dans les barangays (villages) sont donc aujourd'hui particulièrement affectées.

Le projet « Adopt a barangay » (ABP) est un plan de réhabilitation basé sur la communauté et créé par la ville de Bogo qui a pour objectif de répondre directement aux besoins des communautés dans les villages. Le secteur privé et le secteur public travaillent ensemble pour mettre en œuvre des projets dans ces « villages adoptés ». Les villages sont également impliqués dans la réflexion en ce qui concerne les projets à mettre en place. Le plan de reconstruction des communautés doit être mis en œuvre sur deux années et prend en compte les ressources limitées des gouvernements locaux pour la reconstruction des maisons de ses administrés. Le cout total estimé des dommages est de 295 612 589 Php (peso philippin), soit près de 5 millions d'euros.

### Evaluation des besoins :

4000 ménages doivent être relocalisés.

6000 maisons doivent être reconstruites.

8000 maisons doivent être réparées.

Ce sont donc au total 18 000 maisons qui ont été affectées.

L'aide internationale est fondamentale pour soutenir les projets de réparations, développer des programmes d'amélioration des moyens de subsistance des habitants, mettre en œuvre de projets de logements, et apporter des matériaux pour les logements. Les intervenants (ONG et autres acteurs internationaux) travaillent en coordination avec le bureau de l'ABP (adopt a barangay project).

### Logique du projet :

En réponse au désastre causé par le Typhon Yolanda, la ville a avancé dans la réhabilitation au niveau macro. Ses services économiques et sociaux de base se sont relevés et fonctionnent. Cependant, le gouvernement de la ville a des ressources limitées pour la réhabilitation, 16 millions PHP, soit 260 000 euros environ, pour répondre aux dommages totaux estimés à 700 millions de PHP soit environ 11,6 millions d'euros. Ainsi, l'insuffisance des fonds de la ville pour la réhabilitation rend impossible la reconstruction des maisons des administrés dont la première évaluation a estimé à près de 300 millions PHP le coût des dommages soit près de 5 millions d'euros. Cette évaluation a conclu que 18000 maisons au total ont besoin d'être réparées, relocalisées, ou reconstruites. C'est pour répondre à ce problème que la ville a établi un plan de reconstruction, sur deux ans, basé sur les communautés : Adopt a Barangay Project (APB).

### Un interlocuteur unique pour la coordination du projet :

Le gouvernement de la ville, dirigé par le cabinet du maire, tient un guichet unique via son outil de coordination et de gestion, le Bureau de l'assistant exécutif IV. Ce guichet sert de soutien aux ONG en leur apportant les données nécessaires, le fonctionnement pour obtenir les permis, licences et autres documents, ainsi qu'en leur donnant des conseils sur la mise en œuvre, la coordination et la supervision des projets.

---

<sup>2</sup> Voir le dossier complet : Rehabilitation Ad Hoc office, « Adopt a Barangay projects. Community-based rehabilitation plan & project status report », City of Bogo, Cebu, 2014

#### Le processus de coordination :

Les ONG se coordonnent avec la ville par le biais du bureau de l'assistant exécutif de Bogo, Ahmad Clay Escobar, pour la collecte des données et l'évaluation du projet, des programmes, et de l'aide. Dans cette phase de coordination, les ONG et la ville développent un plan de travail qui contient les détails suivants :

- L'affectation de l'aide par communautés/secteurs/familles ;
- Le type d'aide à fournir, la projection quantitative de l'aide et la durée de l'apport de cette aide ;
- Le besoin de soutien des villages de la part des ONG ;
- Si nécessaire, la documentation et le fonctionnement des procédures par la ville les villages et les donateurs ;
- La mise en œuvre du plan et l'affectation des tâches ;
- L'exécution.

#### Trois programmes sont proposés par la ville :

##### 1. Relocaliser

#### Reloger

Type d'aide : la ville prévoit de construire 4000 logements pour reloger 4000 familles sur un an. Et, en deux ans, la ville souhaite améliorer les projets de relocalisation pour atteindre les meilleures conditions de vie possible.

Bénéficiaires cibles : Toutes les familles qui résident dans (1) les zones vulnérables ou dangereuses et dans des lieux publics et (2) les terrains privés ou autres.

#### Reconstruire sur place :

Type d'aide : Unité d'habitation

Bénéficiaires cibles : les familles dont la maison a été complètement détruites et dont les propriétaires demandent à rester sur le terrain où se trouvait leur maison.

##### 2. Réparer

Type d'aide : Matériel nécessaire pour la réparation

Bénéficiaires cibles : Les personnes dont la maison a été endommagée mais qui peut être habitable une fois réparée.

##### 3. Revitaliser

Type d'aide : programme d'amélioration des conditions de vie

Bénéficiaires cibles : les personnes dans le besoin et les chômeurs

#### Les relations tripartites et l'appui à la coopération :

Pendant la mise en œuvre du projet, l'ABP plaide pour une participation tripartite. La ville encourage une situation dans laquelle le travail qualifié et rémunéré revient aux habitants d'une localité proche de la communauté qui est aidée par les donateurs. Durant toute la mise en œuvre des projets, la ville coordonne les intervenants, les villages et les communautés pour tout le support technique en matière de logistique, de ressources humaines etc.

Toutes les parties impliquées dans les projets sont encouragées à donner le meilleur de leurs capacités respectives et dans le respect de leurs limites.

### Le volet relocalisation du projet de la ville de Bogo

Les familles qui vivent dans les zones côtières (dans la zone de 50 mètre non-constructible) sont particulièrement affectées et ont besoin d'une assistance urgente en terme de logement. Les projets de relocalisation des maisons semblent être la réponse appropriée pour ces familles. Les différents secteurs, travaillant main dans la main, permettront de construire des maisons plus résistantes pour les familles.

#### **Description générale du projet :**

4000 familles doivent être relogées. La ville de Bogo prévoit de les reloger en un an. Quatre sites de relocalisation ont été identifiés par la ville :

- Un hectare dans le village de La paz (détenu par la ville)
- Trois hectares dans le village de Malingin (détenus par la ville)
- Un hectare dans le village de Cayang (donné par les héritiers de Jose et Luisa Martinez)
- Un hectare dans le village de Polambato (donné par les héritiers de CJ Marcelo Fernan)

La ville est en train de négocier plus de terrain pour les sites de relocalisation dans deux villages :

- deux hectares dans le village Libertad
- deux hectares dans le village Guadalupe

1200 unités de logements pourraient ainsi être créés grâce à l'utilisation de ces zones. Trois des projets de logement sont lancés par le gouvernement de la ville avec 10 unités de logements à construire comme point de départ. Dans le processus de mise en œuvre du projet, la ville fait du lobbying pour obtenir le soutien du gouvernement national, des ONG et des différents secteurs de la société pour le financement, la coordination et la mise en œuvre.

#### **Le plan de continuité pour le projet de logement :**

Chaque terrain pour les unités de logement fait environ 50m2 coutera environ 50000 PHP soit environ 900 euros à payer sur 20 ans.

Les fonds récoltés grâce à l'amorti payé par les bénéficiaires seront gardés par la ville comme un fonds d'affectation spéciale réservé à plus de projets de relocalisation et à la maintenance, ou le développement des projets existants.

Ce schéma sera maintenu jusqu'à ce que tous les ménages affectés et les personnes sans logement de la ville aient accès à ces projets.

#### **Des maisons gratuites pour les personnes sans logement :**

Les unités de logement construits et financés par les ONG et autres personnalités privées pourront être données aux personnes dans le besoin, sans contrepartie financière. Cela dans le cadre d'un projet pour lequel la ville ne donne ni terrain ni matériel de reconstruction. Néanmoins, la ville devrait maintenir toutes autres formes de soutien à ces ONG qui travaillent dans ce type de projet.

#### **Les composants du projet :**

- Sites de reconstruction
- Matériel de construction
- Travail qualifié
- Volontaires
- Logistique
- Soutien technique
- Formation / préparation au relogement



## L'initiative ALERT

Dans le cadre du volet « résilience et préparation » du projet à mettre en œuvre aux Philippines, CUF propose de soutenir l'initiative de quatre gouvernements locaux. Cette initiative, « Alliance des unités gouvernementales locales pour la réduction urgence des Menaces (Alliance of Local government unit for Emergency Reduction on Threats – ALERT) » permettrait de mettre en commun les compétences et ressources locales avant et pendant une crise pour la réduction des risques des catastrophes et la gestion des crises.

### L'initiative ALERT :

#### Principes de base :

La loi n° 10121 de la république ou la loi DRRM de 2010, plus particulièrement la section 12, paragraphe C, n° 20 mandate les provinces, les villes et les municipalités pour établir des liens/réseaux avec d'autres unités gouvernementales locales pour la réduction des risques des désastres et à des fins d'intervention d'urgence.

La ville de Bogu et les municipalités avoisinantes, San Remigio, Daanbantayan et Santa Fe vont former une alliance de ce type afin de se doter de meilleures capacités. Au sein de cette alliance, chaque compétence des unités gouvernementales locales pourra être exploitée pour répondre à l'urgence.

#### Mécanismes institutionnels :

1. La ville de Bogu sert de centre de contrôle et des opérations pour l'urgence et les risques.
2. Les unités gouvernementales locales membres auront leur propre politiques et pratiques.
3. Dans le cas d'une urgence, une unité gouvernementale locale membre peut bénéficier de l'assistance des autres membres via le centre opérationnel. Avant une catastrophe naturelle, tous les membres doivent décider de l'organisation au sein du centre de contrôle et des opérations du processus de coordination unifiée pour la réduction des risques.
4. Les unités locales gouvernementales qui ont besoin d'assistance devraient prendre en charge les dépenses requises en terme logistique.
5. L'adhésion d'entités gouvernementales locales intéressées est décidée par les membres existants.

## Partenaires potentiels

### La ville de Bogu (en partenariat avec les villages de la commune)

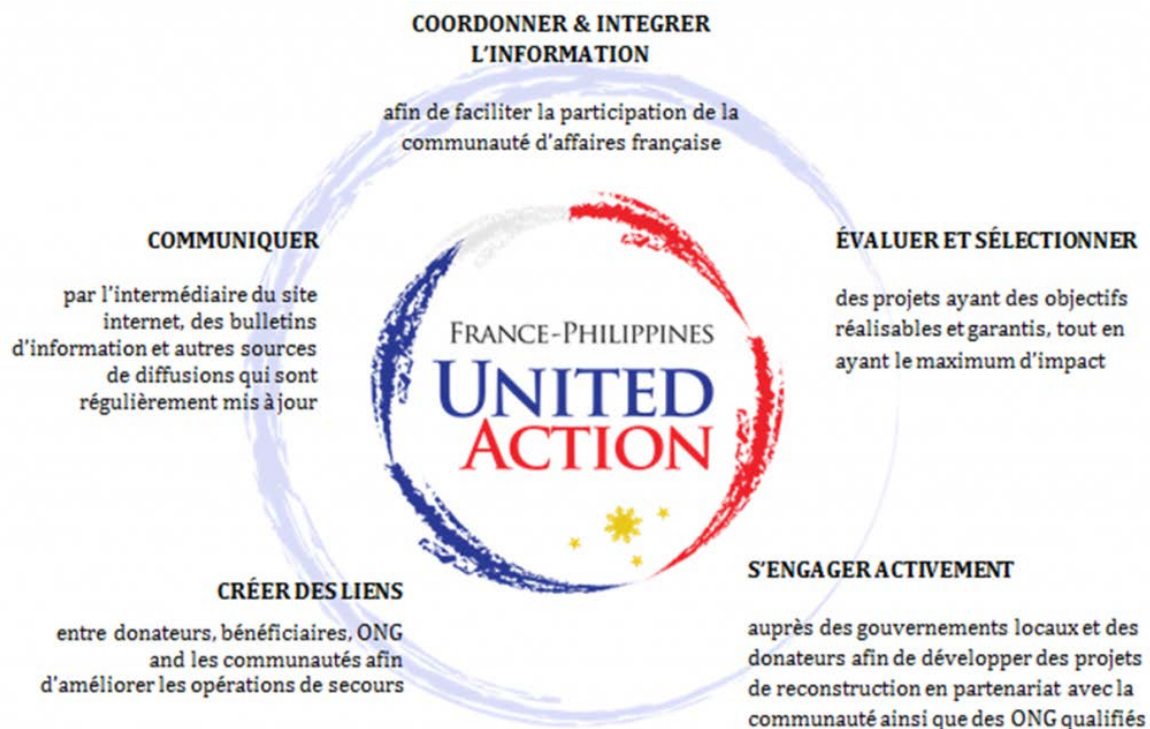
Notre objectif est de rester au plus prêt des collectivités afin de les soutenir dans leurs efforts de reconstruction. Nous prôtons l'établissement d'un partenariat direct avec la ville de BOGO (par le biais d'un MoU, *memorandum of understanding*, et d'une convention cadre pour la réalisation des projets qui seront identifiés). La ville de Bogu semble offrir une forte capacité managériale et une organisation interne suffisamment forte pour assurer la mise en place des projets de reconstruction.

### La ligue des villes des philippines et la Ligue des municipalités

L'établissement d'un partenariat renforcé avec la ligue des villes de Philippines ainsi qu'avec l'association des municipalités est une garantie de renforcement de la coordination et facilitera la capitalisation de notre action (par le biais d'une étude des bonnes pratiques dans l'urgence et des projets réalisés).

### La plateforme Franco-philippines<sup>3</sup>

Nous proposons d'encadrer l'effort des collectivités territoriales françaises au sein de l'initiative française « *Plateforme Franco-philippines* », qui dispose d'une chargée de mission basée à Manille pour le suivi des projets. Cette perspective est à voir comme une garantie supplémentaire dans l'utilisation et l'affectation des fonds. De plus un partenariat renforcé avec les entreprises françaises engagées dans les projets de reconstruction de la Plateforme pourrait permettre d'amplifier, en termes qualitatif et quantitatif, notre projet avec d'avantage de ressources. La visibilité de notre action en gagnerait aussi davantage.



<sup>3</sup> Voir annexe n. 3 : « Présentation de l'action de la plateforme France-Philippines United Action »

## Difficultés

La distance du pays ainsi que sa complexité administrative et politique demande un suivi particulier du projet. Afin d'assurer l'utilisation transparente des fonds et l'aboutissement des projets, il est indispensable que Cités Unies France assure le leadership dans la gestion en organisant un système de suivi des projets qui seront développés. L'exécution des projets présentés dans ce document pourrait avoir une durée de 2 ans environ. 2 ou 3 missions devront être organisées pour assurer le suivi et l'évaluation en plus d'une mission d'inauguration du site à laquelle les collectivités locales françaises intéressées seront invitées à participer.

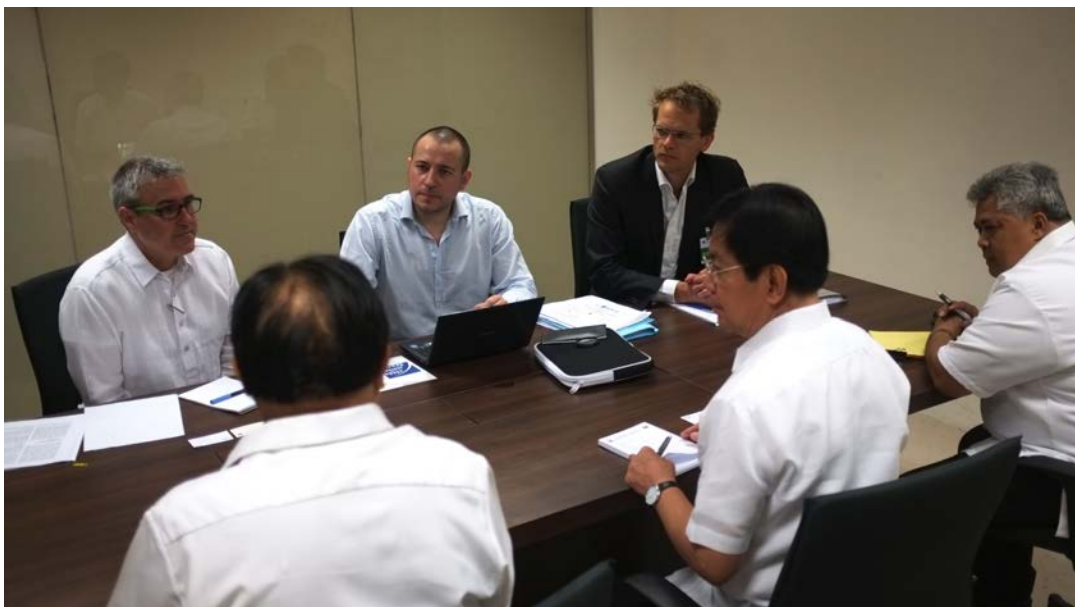
Une expertise française auprès des collectivités, et des acteurs français impliqués dans la reconstruction des Philippines intéressés est à rechercher et pourrait être mise à disposition pour ce projet. L'enjeu est, à terme, la construction d'une véritable offre française des collectivités territoriales en matière d'intervention dans des situations d'urgence pour la reconstruction, la réhabilitation mais aussi pour la préparation (par les biais d'échanges et des formations ad hoc).

## Répartition provisoire du budget <sup>4</sup>

### A CONSTRUIRE

#### Synthèse des rendez-vous

Rencontre avec le sénateur Ping Lacson, Bureau de l'assistant présidentiel pour la réhabilitation et la reconstruction (OPPAR)



---

<sup>4</sup> Se reporter à l'annexe 4 présentant les ressources disponibles du fonds de solidarité



Le président du Pays doit valider prochainement un plan de reconstruction global. Les informations sont collectées notamment auprès des collectivités touchées par le passage du typhon. Deux fonds sont ouverts : un fonds « public » multi-donateurs géré directement par le gouvernement et un fond « société civile, secteur privé ». Le premier fonds impose un processus bureaucratique et procédural très complexe et long tandis que le deuxième, plus pratique, fonctionne déjà sur le terrain. Le problème numéro 1 concerne le relogement de plus de 200.000 familles.

Un système de monitoring pour éviter la corruption et assurer la transparence dans l'utilisation de l'aide est à l'étude.

L'objectif est celui de transformer le désastre en une opportunité (« *to turn the disaster to an opportunity* »). La reconstruction des nouvelles unités (maisons) dans des zones sûres afin de relocaliser les communautés les plus fragiles est une opportunité pour rendre les villes plus résilientes et garantir que les populations les plus pauvres soient moins exposées aux risques. La gestion des risques relatifs à l'eau et liés aux changements climatiques est un défi nouveau et prioritaire pour les Philippines.

Les organisations internationales et onusiennes comme UNHABITAT, USAID, GTZ... sont directement impliquées dans l'assistance techniques (planification, mappage) auprès de certaines municipalités (notamment dans les villes de Tacloban, Ormoc...).

#### Rencontre avec des représentants de « France-Philippines United Action »

La plateforme qui est une initiative française initiée par la chambre de commerce française basée à Manille réunit l'effort d'un certain nombre d'entreprises françaises pour la reconstruction et la relocalisation d'une communauté de villageois dans la municipalité de Dan Baatayan, au nord de l'île de Cebu. 100 maisons sont en construction, ainsi qu'une clinique et une école pour 300 personnes. La municipalité qui bénéficie de cette aide ainsi que d'autres ONG et fondations ont besoin d'un accompagnement pour le management et la planification urbaine notamment dans la gestion et la mise en réseau des services à la population (en particulier pour les communautés qui ont été relocalisées). De plus, le développement économique notamment dans le secteur de la pêche est une priorité.

#### Rencontre avec le maire et les représentants de la ville d'Ormoc



Les priorités identifiées par la municipalité, tout de suite après le passage du typhon, concernaient la réhabilitation du réseau d'eau et le nettoyage des routes encombrées par les débris. La ville a enregistré une quarantaine de morts, causés par la chute d'objets des toits des maisons. La ville

n'a pas subi de tsunami ce qui a permis d'éviter des pertes plus importantes. Plus de 50.000 familles ont été directement affectées par le passage du typhon.

La réactivité de la municipalité dans la gestion de l'urgence a été exemplaire. Une semaine après la catastrophe, la plupart des routes était dégagée et la communication avait été rétablie.

La priorité aujourd'hui concerne la relocalisation des familles des villages. La municipalité a mis à disposition des terrains et prévoit d'en acheter d'autres.

Pour la réhabilitation des bâtiments publics lourdement affectés, le gouvernement versera 90 millions des dollars.





La ville d'Ormoc réfléchit également à des moyens pour relancer le secteur privé, lourdement affecté, notamment le secteur agricole.

De plus, la ville souhaite se reconstruire d'une manière plus résiliente afin d'être mieux préparée pour faire face aux prochaines catastrophes éventuelles. La construction d'un centre d'évacuation pour abriter le plus grand nombre de personnes possible en cas de catastrophe naturelle est aujourd'hui à l'étude. La ville recherche une aide technique pour sa nouvelle planification urbaine.

Les trois actions prioritaires pour la ville sont : 1) la relance du secteur agricole et de la pêche 2) la reconstruction des infrastructures municipales (centre pour les enfants, office d'urbanisme, le marché, l'hôpital) 3) la construction/réparation des maison.

La ville est également en quête de formations pour mieux préparer la population. Lors de la catastrophe, un déficit de communication, notamment auprès des villages plus éloignés a été source d'inquiétude pour la collectivité qui n'a pas pu joindre rapidement un certain nombre des

familles isolées par le passage de l'ouragan. Améliorer le système de communication et renforcer les capacités de la ville en ce sens est donc une préoccupation importante.

#### Rencontre avec les représentants de la ville de Tacloban

La ville de Tacloban est l'une des villes les plus affectées en termes de pertes humaines et matérielles. UNHABITAT et UNDP travaillent aujourd'hui avec l'équipe de la ville afin d'établir un plan global pour la reconstruction et la réhabilitation. 48.000 maisons ont été totalement détruites, plus de 10.000 personnes ont besoin d'un abri temporaire. La moitié de la ville n'a pas accès au réseau d'eau et un des défis aujourd'hui est d'étendre ce réseau dans les zones les plus reculées du territoire. De plus, cela devrait permettre de bien préparer le terrain qui sera mis à disposition des familles relogées.

Si la relocalisation des familles est une priorité, la création des services (écoles, transports, espaces de vie etc.) et les moyens de subsistances pour les populations dans ces zones sont désormais prioritaires.



#### Rencontre avec les représentants de la ville de Bogo

Lors de la rencontre avec l'équipe municipale, un représentant de la Province (responsable de la coordination régionale pour l'affectation de l'aide) était également présent. La ville a décidé assez rapidement d'organiser et d'étendre au maximum son partenariat avec le secteur privé et les ONG. La collectivité propose de coordonner, suivre et soutenir le travail de reconstruction que les ONG et le secteur privé mettent en oeuvre. Au centre de cette démarche il y a un véritable rôle de leadership de la ville, de son maire et de ses équipes. Les secteurs clés, au centre du plan municipal de reconstruction, sont :

- **la relocalisation** 1) des familles pauvres : 80% des populations vivant dans les villages n'a pratiquement pas de revenus, et vit principalement de la pêche. Les communautés « barangais » vivent pour la plupart dans des maisons de fortune, ce qui les rend d'avantage vulnérables lors des calamités naturelles 2) des familles affectées par le typhon (dont la maison a été détruite ou gravement endommagée) ;
- **la reconstruction** (des maisons et des bâtiments municipaux) ;

- la **réhabilitation** des services et la **revitalisation** de l'économie de la ville. Le travail dans ces chantiers est abordé d'une façon participative et à travers une collecte des dons suivis par une formalisation des partenariats (MoU, memorandum of understanding) dans lequel les rôles de la ville et des donateurs sont clarifiés dans les détails<sup>5</sup>.

40.000 familles ont besoin d'être relogées. 50.000 maisons doivent être reconstruites. Selon le projet de la ville, le cout de chaque maison (unité de base évolutive) est d'environ 1500 \$.



---

<sup>5</sup> Voir le dossier complet : Rehabilitation Ad Hoc office, « Adopt a Barangay projects. Community-based rehabilitation plan & project status report », City of Bogo, Cebu, 2014



#### Rencontre avec les représentants de la ville de Dan Baantayan

Cette municipalité de petite taille a été soutenue, entre autres, par l'action de la Plateforme Franco-philippines (French-Philippines United Action). Ici comme ailleurs les besoins en termes de reconstruction sont importants. Un certain nombre de bâtiments publics ont été reconstruits et des maisons ont été rebâties. La technique de reconstruction utilisée par les partenaires de la Plateforme prend en compte les normes antisismiques et de résistance au vent. 100 maisons sont actuellement en construction sur un site acheté par la municipalité.



Une demande spécifique en terme de formation « première urgence » a été exprimée lors de ce rendez-vous. 4 municipalités (Dan Baatayan, Bogo, Saint Remigio, Saintefé) qui se trouvent sur le même territoire souhaitent bénéficier d'un cycle de formations communes afin de pouvoir répondre plus rapidement et de façon concertée lors d'une prochaine crise. Les formations pourraient être organisées au niveau des familles. Un besoin en terme d'équipement a été également évoqué. Ces besoins seront précisés dans un deuxième temps suite aux différentes rencontres qui auront lieu entre les 4 municipalités dans les prochains mois.



### Rencontre avec les représentants de la ville de Iloilo

La ville s'est dotée d'un plan post-crise afin de répondre au mieux au besoin de reconstruction. La priorité reste la relocalisation des familles prenant en compte le plan « changement climatique » et les normes liées à la résilience (typologie des maisons, plan d'évacuation etc.). La ville a rappelé à nouveau le besoin de focaliser l'aide au niveau local pour une approche « *bottom-up* » de la reconstruction mais aussi de la prévention et de l'intervention post-catastrophe.

La ville entend élargir sa relation avec les communautés locales des villages par une série de rencontres et une coordination plus accrue.

### Rencontre avec des représentants de la province de Iloilo

24 barangais au nord de la province de Iloilo ont été lourdement affectés. Les communautés de pêcheurs, en particulier, subissent de plein fouet les conséquences du typhon : plusieurs centaines de bateaux de pêche ont été détruits. De plus, 900 maisons ont été totalement détruites. Dans cette province, les infrastructures, l'éducation, les ports ainsi que les registres civils sont les domaines prioritaires à réhabiliter. L'état de lieux effectué par les représentants des Nations Unies ainsi que par le représentant du gouvernement ne reflète pas la réalité du terrain que seules les collectivités connaissent. De plus aujourd'hui, il manque une véritable base de données des projets réalisés sur le terrain

### Rencontre avec le sous-secrétaire Austere A. Panadero, Département de l'intérieur et des gouvernements locaux

Afin de pouvoir relancer le pays, un investissement massif dans le travail et dans les infrastructures est nécessaire : 60 millions de pesos. Une aide à la gouvernance est nécessaire car toutes les collectivités ne sont pas en mesure, par manque de moyens, d'accompagner la reconstruction et la relance économique.

La préparation est également un réel enjeu : création de centres pour abriter la population lors d'une catastrophe, matériel de communication, équipement, formation etc.

### Rencontre avec la ville de Mandaluyong

Lors de la catastrophe, la ville a initié un partenariat de « jumelage » avec une municipalité, Danaua, se trouvant dans la Région de Leyte, l'une des plus affectées par le passage du typhon. Le maire a pu envoyer une équipe d'ingénieurs, des secouristes, et d'autres experts. Plus de 30 personnes ont été mises à disposition dès la première semaine par la ville de Mandaluyong afin d'apporter une aide à la municipalité affectée dans ses efforts d'assistance à la population et de nettoyage des débris.

Ce mécanisme qui a très bien fonctionné pourrait être un modèle à développer. Une sorte de programme voué à l'établissement d'une série de partenariats et jumelages d'amitié entre les villes des Philippines afin d'organiser une entraide lors d'une catastrophe majeure est à l'étude.

### Débriefing avec la ligue de villes Philippines

Lors de cet échange les principales conclusions des différents rendez-vous ont été évoquées. Un plan de travail concerté entre Cités Unies France et les collectivités territoriales françaises, VNG et l'Association des villes canadiennes a été évoquée et fera l'objet d'une proposition commune. Un rapport de mission collectif sera ainsi porté à l'attention de CGLU et de sa plateforme pour la gestion des crises et de la résilience.



### Liste des personnes rencontrées

Benjamin C. Abalos, maire de la ville de Mandaluyong.  
Jerry V. Bionat, bureau provincial pour la réduction des risques liés aux catastrophes  
Atty Ahmad Clay Escolar, président du bureau de réhabilitation de la ville de Bogó  
Baltz tribunalo, Task Force pour le département des gestions de risques liés au changement climatique, Province de Cebu  
Hon Edward Codilla, maire de la ville d'Ormoc  
Loradelle Manalo, assistant du président pour la réhabilitation et la reconstruction  
Raoul E. Cam, coordinateur pour le développement urbain, ville d'Ormoc  
Steven Rouche, directeur, chambre de commerce franco-philippine  
Cyril Rocke, président, chambre de commerce franco-philippine  
Victor Batac, assitant du secrétaire, bureau du Président pour la reconstruction  
Atty Jenny Lyn, administrateur, ville de Tacloban  
José Roni Penalosa, coordinateur plan développement urbain de la ville, ville de Ililo  
Marina Y Arcenal, ingénieur, ville de Daanbantayan  
Ben Fredrick Rodriguez, bureau des risques , ville de Bogó  
Joris van Etten, coordinateur Asie de l'initiative pour le développement des villes  
Bernadia Irawati Tjandradewi, secrétaire générale de la Section Asie-Pacifique de CGLU  
Jed Patrick E. Mabilog, maire de la ville de Iloilo  
Raul N. Baniás, administrateur provincial, Province de Iloilo

## L'organisation territoriale des Philippines

### Type de gouvernements locaux

Unités gouvernementales locales	Nombre total	Conditions requises sur la base du code des gouvernements locaux
Provinces	79	1) Revenus annuels moyen: 20M Php (Prix constants de 1991) 2) Une de ces deux caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Population: 250 000 habitants</li> <li>• Superficie des territoires : 2000 km<sup>2</sup></li> </ul>
Villes	144	1) Revenus annuels moyen <b>généré localement</b> : 100 M Php (Prix constant de 2000) 2) Une de ces deux caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Population: 150 000 habitants</li> <li>• Superficie des territoires : 100 km<sup>2</sup></li> </ul>
Municipalités	1490	1) Revenus annuels moyen: 2.5M Php (Prix constants de 1991) 2) Une de ces deux caractéristiques: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Population: 25 000 habitants</li> <li>• Superficie des territoires : 50 km<sup>2</sup></li> </ul>
Barangays (Villages)	42 027	Population : 2000 habitants

### Attribution des revenus internes des unités gouvernementales locales

Les unités gouvernementales locales sont habilitées à recevoir 40% des taxes collectées par le Bureau des revenus internes (Bureau of Internal Revenue - BIR). La collecte du BIR est constituée d'impôts sur le revenu, de taxes sur les bénéfices des sociétés etc. Les 40% dédiés aux gouvernements locaux sont divisés selon une formule verticale i.e les provinces reçoivent 23%, les villes 23%, les municipalités 34%, les villages 20% (voir la colonne deux du tableau ci-dessous, en rouge). La part des villes individuelles (comprise dans les 23% des villes) est déterminée par leur population (50%), la superficie de leurs territoires (25%), et par un partage égalitaire (25%). Ce mécanisme s'appelle la formule horizontale (voir la colonne 3 du tableau ci-dessous, en jaune)..

Unités gouvernementales locales	Formule verticale	Formule horizontale
Provinces	23%	Population : 50%
Villes	23%	Superficie des territoires: 25%
Municipalités	34%	Partage égalitaire: 25%
Barangays (Villages)	20%	Population:60% Partage égalitaire: 40%

## ANNEXES

### 1. Carte : les zones sévèrement affectées par le typhon



**MARKET MONITOR**

**Adoracion Alcasabas-Cabrera**



## 180 days post-Yolanda

IT HAS BEEN six months since super-typhoon Yolanda struck the country, worst hit of which was Tacloban City in northern Leyte. People criticize the way the rehabilitation is progressing. International aid groups such as Oxfam have not scaled down their operations in Yolanda-devastated areas because national and local governments have not stepped up their work, not because of capacity or lack of it.

Oxfam humanitarian program manager Tariq Riebl said, "Even if the capacity is there, the money didn't come down to the field level and then at some point, LGUs had to turn to NGOs, the Red Cross, and the private sector to do the assistance because they just didn't have the budget for it." An Oxfam report said many survivors have been kept in the dark about rehabilitation plans.

Even the Rehab Czar himself, Secretary Panfilo M. Lacson, expressed frustration over the lack of cooperation from two of his Cabinet colleagues and the limited powers given to him. His spokesperson, Atty. Karen Jimeno-McBride, admitted that a consolidated master plan approved by all concerned agencies has yet to be finalized since only one out of five clusters involved has submitted a report to the Office of the Presidential Assistant for Rehabilitation and Recovery.

But looking back, a lot of good things came out of the disaster. For one, Oplan Hatid was born. It started when a few private individuals banded together and came up with a very touching relief effort. A Department of Social Welfare and Development volunteer and international trade lawyer, Golda Benjamin, saw how evacuees landing at Villamor Air Base had to find their way to their friends and relatives' homes on their own. She expressed her concern using

her Facebook account. This was immediately picked up by Junep Ocampo, a former *Philippine Star* motoring editor, and James Deakin, motoring columnist of the same newspaper, who volunteered to donate a ride.

After seeing the effect of the deed on the evacuees, Mr. Deakin pleaded online for volunteers to do the same. Within 24 hours, civilian volunteers with their own vehicles crowded Villamor Air Base, setting aside whatever apprehensions they had about driving and ferrying total strangers. Volunteers drove as far as Baguio, Nueva Vizcaya, Isabela, Zambales, Pampanga, Nueva Ecija, Batangas and Cavite to bring the evacuees to their destinations. Some volunteers also drove evacuees to the airport and picked up the tab for plane fares to Cebu and Cagayan de Oro.

Inspiring and touching stories from Oplan Hatid volunteers were shared. There was one who gave financial help to a family he drove for in Metro Manila but on his way home, he realized upon reaching the South Luzon Expressway toll exit that he had no cash left. Explaining his predicament to the toll booth teller, he offered to leave his driver's license and come back the next day to pay for the toll fee. The teller empathized with him and gladly shouldered the toll fee.

Another volunteer dropped by a public market to buy some clothes for the evacuees before driving them home. Upon hearing this, a market vendor gave pairs of short pants for free. Random acts of kindness such as these were overflowing: a car dealer sent a mechanic to fix a volunteer's car; a volunteer used his brand-new car; car manufacturers donated the use of their cars and vans with private

individuals volunteering to drive; taxi drivers offered free rides on their way back to their company garages; office employees volunteered to drive evacuees on their way home after work. The three major telecommunication companies banded together to help Oplan Hatid organizers communicate with volunteers, track the rides and confirm safe arrival at destination.

Non-driving volunteers accepted, sorted, and packed relief goods. Some ran mobile kitchen and play centers for affected children, while others brought food, blankets, and mats for those in dire need of basic necessities.

With the exception of the core group of organizers, most volunteers remained nameless. It was enough for them to be rewarded with the survivors' heartfelt thank you's, smiles, and hugs.

Oplan Trabaho evolved from Oplan Hatid. It was initiated to bring help to the victims of super-typhoon Yolanda by finding jobs. More than 700 applicants were hired during the eight-hour event.

Aside from other local groups and institutions that organized relief operations for the Yolanda victims, help also came from across the seas. Canadian and British volunteer medics who are also accredited as United Nations volunteers came on a 10-day mission to affected areas in the Visayas. These independent volunteers survived solely on donations and spent their own money to get to where their assistance is needed most.

All these acts of volunteerism prove that kindness abound and there is no shortage of people who are genuinely willing to help. If only for that, we have reason to hope in the eventual rehabilitation and recovery of our countrymen in disaster-struck regions.

# UN needs more funds for Yolanda response

## Donations still below \$788 million needed to help typhoon survivors

TAILOBAN CITY — A United Nations official said more funds are needed to finance its typhoon Yolanda (international name: Haiyan) response program.

UN Resident and Humanitarian Coordinator for the Philippines Klaus Beck said they have raised only \$41.26 million, about 5% of the \$788 million committed by the UN as of last week.

"Donors' generous contributions allowed us to implement the emergency relief phase of the response, but we need more to address the needs of survivors especially on shelter and livelihood," Mr. Beck said in a press briefing.

As of last Friday, aid from private individuals and organizations have reached \$127.22 million, or 28.8% of the total contribution for the UN Strategic Response Plan (SRP) based on the UN's Financial Tracking Service.

So far, Canada has been the top donor to the recovery plan at \$45.43 million, which accounts for 13.3% of the total donations.

### TOP DONORS

Other top donors were the United Kingdom (\$45.02 million), United States (\$40.11), Japan (\$30.50 million), European Commission (\$28.19 million), Central Emergency Response Fund (\$25.28 million), Australia (\$20.62 million),

Norway (\$15.85 million) and Germany (\$10.98 million).

Of the \$41.26 million raised, \$121.03 million was allocated for food security and agriculture, \$73.79 million for emergency shelter, and \$61.53 million for water and sanitation.

A total of \$49.53 million was set aside for health-related projects, while another \$31.94 million was allocated for early recovery and livelihood programs.

The UN has also allocated \$27.60 million for education, \$22.38 million for logistics, \$20.29 million for protection, and \$13.34 million for nutrition.

The agency has also set aside \$8.29 million for coordination, \$6.37 million for other clusters, \$3.32 million for camp coordination and camp management (CCCM), while the rest have been allocated for emergency telecommunication.

Mr. Beck said raising funds is a challenge, but UN agencies are scaling up the campaign.

"We have been highlighting what are the needs and try to make everybody aware about issues. We are engaging donors to try to see additional funding that could be raised," he added.

The UN response plan, designed to complement the Philippine government's rehabilitation

assistance, will be carried out until November 2014.

Tagged as priority are 171 municipalities in 14 provinces and six regions along Yolanda's path. There are about 14 million affected people in these areas, the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) said.

In the past six months, 35,000 people have been reached by CCCM assistance, 280 organizations by coordination cluster, and 115,000 provided with temporary jobs and livelihood.

The UN said 500,000 children were given learning materials, 4.5 million people received food aid, 50% of damaged health facilities are now operational, and 1,100 trucks provided to the government.

The international agency also reported that in the past six months, 300,000 children were screened for malnutrition, 200,000 individuals have received solar lanterns, while three million people were given emergency shelter. At the same time, 6,400 responders accessed the emergency Internet facility, and 300,000 people benefited from improved water supply, the UN said.

A report by the Yolanda response interagency shelter cluster said only about a fifth of the houses

damaged during typhoon Yolanda have been rebuilt or repaired six months after the disaster hit Tacloban City.

The report showed that 10% of the more than one million families with damaged homes have not started reconstruction while 21% have completed repairs.

"The greatest proportion of the construction or repair of their home is ongoing and that they feel they require additional support to complete it," the report said.

The shelter cluster is composed of UN-affiliated, international humanitarian organizations and government agencies chaired by the Department of Social Welfare and Development (DSWD).

Of the total reconstructed shelter for typhoon survivors, 55% are permanent structures, while the rest are made of tents and tarpaulin.

### INADEQUATE SHELTER

In a statement, the UN said two million people along Yolanda's path have inadequate shelter.

"With the next rainy and typhoon season beginning in June, greater progress on the shelter shortage is urgently required, as people are exposed to the elements in many areas, the risk of the situation translating into

deteriorating public health or a new humanitarian crisis is heightened," the UN said.

Meilyn D. Baronda, his wife Jenida and their three children are living in a makeshift house along the shoreline in devastated Antibong district of Tacloban, hundreds of government reminders to stay away from danger zones.

"I did not receive any shelter assistance from the government. I used the P15,000 financial assistance from Tzu Chi Foundation to buy nails and roofing materials. My wife and I picked up pieces of wood to rebuild our house," he said.

In a press briefing, Tacloban City Mayor Alfred S. Romaldez said it would be impossible for the city government to address the shelter needs of all victims.

He said the city needs P2 billion to acquire land and build new homes.

"The problem does not end after building permanent shelter. We have to make sure that people have livelihood activities and all needed facilities are there," Mr. Romaldez told reporters.

The local government is proposing a 100-hectare relocation site in the villages of New Kawayan and Sto. Nisao, but the pace of development depends heavily on funding support from the national

government and donations from the private sector.

Gerardo C. Peñafo, DSWD regional infrastructure engineer, said they were hampered by lack of construction materials. "We were informed that manufacturers in the country can only produce 26,000 pieces weekly, but we need more than three million pieces for Leyte province alone," he said.

The DSWD has distributed 164,224 pieces of galvanized iron sheets in the pilot towns of Guiuan, Eastern Samar; Palo, Leyte; and Tausan, Leyte.

Described to be the strongest storm to ever make landfall in recorded history, typhoon Yolanda wreck havoc in the central Philippines last Nov. 8 killing at least 6,200 people and causing extensive damage to farms and properties pegged at some P99 billion.

Last week, Presidential Adviser for Rehabilitation and Recovery Panfilo M. Lacson assured that the reconstruction and rehabilitation of areas devastated by typhoon Yolanda is still on track despite the lack of a master plan.

"For us, it has been six months and a lot has happened in the Yolanda avenue, despite the vastness of the area, and the extent of devastation... We are doing everything to hasten the process."

—Surrell Q. Mariano

For 26 years now,



### 3. Présentation de l'action de la plateforme « France-Palestine United Action »

#### Les partenaires de FPUA

- La chambre française du commerce aux Philippines
  - o Cyril Rocke, président de la chambre française du commerce aux Philippines et membre du bureau de FPUA
- Usine de ciment Lafarge Philippines
  - o Don Lee, Président et directeur l'usine de ciment Lafarge Philippines, et président de FPUA
- Habitat pour l'humanité aux Philippines
  - o Charlie Ayco, PDG d'habitat pour l'humanité aux Philippines et partenaire de FPUA
- La Croix-Rouge Philippines
- Total
- Sanofi-Aventis

#### Informations sur la structure

A la suite de la requête de l'ambassadeur français aux Philippines, Gilles Garachon, une structure de communication et de coordination, FPUA, a été créée dans le but de faciliter les activités d'assistance menées par la communauté française des entreprises aux Philippines. Don Lee, président de l'usine de ciment Lafarge aux Philippines a été nommé président et Steven Rouche, Directeur de la chambre française du commerce et de l'industrie a proposé de gérer et d'organiser les projets. FPUA est dirigée par un comité de leadership composé de représentants de la chambre française, de conseillers du commerce extérieur et des entreprises françaises leaders aux Philippines.



FPUA et ses partenaires mènent actuellement des projets de réhabilitation dans l'île de Cebu intitulés « Reconstruire des vies » (*rebuilding lives*) dont le but est de construire des « villages français » résistants aux tremblements de terre et aux vents de haute intensité. C'est l'un des premiers projets de réhabilitation qui va démarrer et qui impliquent les membres de la communauté française des entreprises. Trois grands projets dans le nord de Cebu ont rapidement été identifiés et prévoient de construire plus de 500 maisons en 2014.

### Village 1 FPUA :

La construction du premier « village français » a été lancée à Daabantayan, Cebu, le 25 janvier 2014 sous l'égide d'Habitat pour l'Humanité. Le projet coûte environ 500 000 dollars (budget prévisionnel pour la construction et le développement du site uniquement). Environ 100 maisons sont actuellement en construction, sur le modèle « Hypar », un design innovant et hautement résistant.

#### Site 1 Daabantayan : Barangay Agujo

**Les membres dirigeants :** Lafarge, Schneider, Commanderie de Bordeaux

**ONG dirigeante :** Habitat pour l'Humanité

**Taille du terrain :** 5400 m<sup>2</sup>

**Nombre de maisons :** 75 (pour des familles de 4 personnes) = 300 personnes

**Design :** Hypar (résistant aux typhons et tremblements de terre)

**Cout estimé par maison :** 220000 PHP (4000 euros par maisons environ)

La construction de la **maison témoin** a débuté mi-mars et sera dévoilée le 16 mai 2014.



### Village 2 FPUA :

Un second et plus grand site a été identifié, pour lequel il sera possible d'allouer une partie des donations de Sanofi et de Total en passant par la Croix Rouge française. Ce deuxième projet est mené par la Croix-Rouge en collaboration avec Habitat pour l'Humanité. En plus des donations de Sanofi et de Total, ce projet d'un million de dollars (budget prévisionnel pour la construction et le développement du site uniquement) sera réalisé grâce aux participations de la Croix Rouge Française et d'autres donateurs comme Lafarge et la caisse des dépôts et des consignations-développement solidaire (CDC).

### Site 2 Daanbantayan : Barangay Paypay

**Membres dirigeants** : Total, Sanofi, Croix-Rouge Française, CDC, Lafarge  
**ONGs dirigeantes** : Croix-Rouge Française, Philippines RC, Habitat pour l'Humanité  
**Taille du terrain** : 13500 m<sup>2</sup>  
**Nombre de maisons** : 140 (pour des familles de 4 personnes) =560 personnes  
**Design** : TBC (design résistant aux typhons et tremblements de terre)  
**Coût estimé par maison** : 180-200 K PHP (environ 3500 euros par maison)

Le plan de développement du site est en préparation  
**Cérémonie d'ouverture** du site le 16 mai 2014

De nombreux autres « villages français », basés sur le même modèle de projet seront construits. Grâce à la collaboration du secteur des entreprises françaises, FPUA peut faciliter l'accomplissement de projets holistiques et durables.

### Site 3 Medillin

**Membres dirigeants** : Schneider, Lafarge  
**ONG dirigeante** : Gawad Kalinda  
**Taille du terrain** : 20000 m<sup>2</sup>  
**Nombre de maisons** : 300+ (pour des familles de 4 personnes) = 1200 personnes  
**Design** : TBC  
**Cout estimé par maison** : 180-200 K PHP (environ 3500 euros par maison)

Le plan de développement du site est en préparation

### La journée France-Philippines :

FPUA organise un événement majeur à Cebu, la journée France-Philippines, le vendredi 16 mai 2014. Plusieurs événements auront lieu en ce jour :

- la première maison témoin sera dévoilée à Daanbantayan (Site 1) par Habitat pour l'Humanité et Lafarge
- Une cérémonie à Daabantayan (Site 2) organisée par la Croix-Rouge
- Une conférence de presse et un cocktail à l'alliance française de Cebu



### Mise à jour de la planification urbaine :

Une proposition est en cours de préparation par Archetype, Berim, CSTB de Nantes (centre technique et scientifique pour la construction) et par une firme locale spécialisée dans l'urbanisme : « **Planification urbaine pour prévenir les effets du changement climatique aux Philippines** ». Cette initiative est financée par une subvention du gouvernement français (via FASEP) pour laquelle une requête doit être initiée par une autorité locale (e.g., Daabantayan). La requête devra être finalisée avant Juin 2014 pour être approuvée d'ici septembre 2014.

L'étude contiendra les éléments suivants :

- Planification urbaine dans les zones tropicales et cycloniques (incluant l'intégration économique des ports)
- Résistance structurelle des constructions de première nécessité : pompier, mairie, école
- Carte numérique de la ville
- Scénario modélisé pour la résilience des nouvelles cités aux désastres type typhons
- Prescriptions pour intégrer la planification dans les phases opérationnelles : volume et distribution spatiale des bâtiments, résistance structurelle aux typhons, directions des routes etc.
- Prise en compte des risques de typhons pour l'évaluation de la ville.

### Les partenaires et contributeurs de FPUA :



Plus d'informations sur le site de FPUA : [www.frenchunitedaction.ph](http://www.frenchunitedaction.ph)

#### 4. Contribution des donateurs

Participation des collectivités territoriales françaises au fonds de solidarité pour les Philippines.

Total des participations : 280 000 euros

<b>Collectivités territoriales</b>
Aiffres
Angers
Angoulême
Arc les Gray
Arcueil
Arnage
Besançon
Bonrepos-sur-Aussonnelle
Bordeaux
Brive
Caen
CG Loire Atlantique
CG Meurthe et Moselle
Chasné-sur-Illet
Châtelleraut
Chinon
Epernay
Eragny-Sur-Oise
Eybens
Fos-sur-Mer
Fosses
Fougères
Gennevilliers
Grenoble
Grenoble Alpes Métropole
La Bresse
Lamballe
Lannion
Les Houches
Liffré
Luisant
Maxéville
Moitron-sur-Sarthe
Mulhouse
Nanterre

Orvault
Pays de Liffré
Perpignan
Poissy
Rilhac Rancon
Saint-Die
Saint-Etienne
Saint-Herblain
Saint-Nazaire
Suresnes
Toulouse
Vauréal
Vittel